

Convention collective

IDCC : 9081. – **EXPLOITATIONS AGRICOLES
DE POLYCLTURE ET D'ÉLEVAGE
(ARDENNES)
(22 octobre 1980)**

(Etendue par arrêté du 29 juillet 1981,
Journal officiel du 5 septembre 1981)

AVENANT N° 74 DU 12 SEPTEMBRE 2006 (1)

NOR : *AGRS0797045M*

IDCC : 9081

Entre :

La fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles,

D'une part, et

L'union départementale des syndicats CGT ;

L'union départementale des syndicats CGT-FO, le SGTA-FO ;

L'union départementale des syndicats CFTC ;

L'union départementale des syndicats CFDT ;

Le syndicat national des cadres d'entreprises agricoles CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Les articles 20 et 21 de ladite convention sont modifiés comme suit :

Article 20

Nourriture

« Lorsque les ouvriers sont nourris par l'employeur, la valeur de la nourriture est décomptée forfaitairement des salaires. Le prix journalier est défini chaque année par circulaire ministérielle, en application de l'arrêté du 10 décembre 2002. Il est rappelé dans l'annexe I de la présente convention.

(1) La procédure d'extension de ce texte a été engagée.

Article 21

Logement

La retenue mensuelle pour les ouvriers bénéficiant d'un logement accessoire au contrat de travail est fixée conformément à la circulaire ministérielle prise en application de l'arrêté du 10 décembre 2002 (annexe I de la présente convention).

L'eau et l'électricité sont à la charge de l'occupant.

A la demande de l'une des parties, un état des lieux sera rédigé en double exemplaire sur papier libre et remis à chacune d'elles avant l'occupation. Cet état devra tenir compte de l'habitation, des dépendances et des abords.

Si le logement mis à la disposition du salarié est d'une superficie supérieure aux besoins de celui-ci, la retenue mensuelle ne sera calculée qu'en fonction des pièces occupées, par référence aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 1^{er} décembre 1978 sur le logement des salariés agricoles.

Les logements mis à la disposition des salariés agricoles doivent répondre aux normes de cet arrêté. »

Article 2

Il est créé l'article suivant :

CHAPITRE XIII

Retraite

Article 45

Départ à la retraite et indemnité de fin de carrière

1. Départ à la retraite à l'initiative du salarié

« Le salarié qui quitte volontairement l'entreprise pour bénéficier de sa pension de vieillesse doit respecter un délai de préavis de 1 mois.

Il a droit, au moment de son départ, à une indemnité de départ à la retraite fixée en fonction de son ancienneté dans l'exploitation et égale à 70 % de l'indemnité de licenciement prévue à l'article 37 de la présente convention.

2. Mise à la retraite à l'initiative de l'employeur

La mise à la retraite est la possibilité donnée à l'employeur, en application des dispositions de l'article L. 122-14-13 du code du travail, de rompre le contrat de travail d'un salarié qui est âgé d'au moins 65 ans.

L'employeur devra notifier sa décision par lettre recommandée avec avis de réception, en respectant un délai de préavis d'une durée de 2 mois et verser au salarié une indemnité d'un montant égal à l'indemnité de licenciement prévue à l'article 37 de la présente convention. »

Article 3

Les articles 45 (Retraite complémentaire) et 45 *bis* (Régime de prévoyance et de santé des salariés non cadres) sont renumérotés comme suit :

Article 45-1 : régime de prévoyance et de santé des salariés non cadres.

Article 45-2 : retraite complémentaire.

Article 4

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant qui a été déposé au service départemental de l'inspection du travail, de l'emploi et de la politique sociale agricoles des Ardennes.

Fait à Charleville-Mézières, le 12 septembre 2006.

(Suivent les signatures.)